

## Edito du journal d'octobre 2008

### De la condition des paysan-ne-s

#### Produire à tout prix ?

Chaque 16 octobre, nous célébrons la journée mondiale de l'alimentation. Cette journée est dédiée au droit à l'alimentation pour toutes et tous sur cette planète. Malgré une hausse continue de la production sur le plan mondial, plus de 925 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Ce chiffre qui était encore l'an passé de 850 millions a augmenté en raison de la crise alimentaire débutée en 2007. Comme nous l'avons souvent dit, la crise alimentaire n'est pas liée à une crise de la production, mais bien au système qui pousse à s'orienter toujours plus, tant au nord qu'au sud, vers une agriculture industrielle destinée essentiellement à l'exportation.

Alors que certains souffrent de la faim, d'autres continuent à produire et sont toujours moins rémunérés pour le fruit de leur travail. Nous produisons trop. Cela choquera peut-être quelques uns d'entre vous, mais penser que produire plus se justifie par la crise alimentaire actuelle est erroné. Ceux qui ont faim ne recevront pas plus (il y a aujourd'hui comme hier théoriquement assez de nourriture pour nourrir la population mondiale) et les marchés sont inondés par des surplus structurels qui détruisent les prix indigènes tout en menaçant les marchés extérieurs par les potentiels bradages des excédents.

Aujourd'hui il est véritablement temps de se reposer une fois de plus la question: A qui profite une production qui ne répond pas aux attentes du marché? Assurément pas aux producteurs qui, s'ils pourront à court terme engranger quelques liquidités supplémentaires, condamnent le niveau des prix. Les acheteurs, qui poussent à la production, sont bien trop heureux de saisir la perche ainsi tendue et s'apprêtent à annoncer rapidement qu'en raison de la surproduction, les prix doivent baisser. Ou ce sera par des mesures d'allègement du marché que nous «liquiderons» les quantités supplémentaires; que ce soit du lait ou ses produits dérivés, du blé ou autres. Et c'est vous, producteurs, qui payez ces mesures d'allègement par vos cotisations. Produire coûte de l'argent; il ne faut jamais l'oublier. D'autant qu'aujourd'hui, certains prix ne couvrent plus les coûts de production. C'est pourquoi Uniterre n'a jamais cessé de dire qu'il vaut mieux ne pas commencer à produire ce qui sera ensuite des surplus, que de chercher des solutions pour les éliminer à coûts de millions.

Est-ce la condition du paysan que de produire quoi qu'il arrive? Est-il possible de sortir de ce carcan qui semble «obliger» le paysan à se lever chaque jour aux aurores pour couler du lait, battre des céréales? Loin de nous l'idée de faire la morale, mais la situation est suffisamment sérieuse pour ne pas réagir. Si Uniterre a demandé l'une ou l'autre fois de réduire de 3 ou 4% la production de lait, de mettre des jachères ou de produire extenso ce n'est pas par ce que nous souhaitons que l'agriculture ne produise plus des biens alimentaires. C'est justement parce que nous souhaitons garantir un avenir florissant à notre secteur qu'il faut aujourd'hui affirmer: produisons que ce que le marché peut absorber et renonçons ensemble à ces quelques petits pourcents de trop qui font le jeu des acheteurs.